

# Energie : comment aider à éviter le désastre ?

Contribution thématique du GSEN - EDFGDF au congrès de Reims du Parti Socialiste

Premiers signataires : Jean Lions, responsable du GSEN-EDFGDF et membre du bureau de la CNE (75), Bernard Vanduycke, membre de la CNE (62), Robert Lécole (58), Charles Walter (67), Philippe Taurines (78), Bernard Salles (40), Paul Amiel (75), Henri Guigo (13), membres du bureau du GSEN, Marc Leygonie (34), Claude Fabre (13), Antony Lalo (45), Denis Barthelemy (13), Pierre Buisson (69), Joseph Rouvrais (22), Michel Prato (13), Bernard Seul (77), Henri Boyé (75),...

*Nous regrettons que, compte tenu de la situation actuelle dans les entreprises, des camarades soient malheureusement dans l'impossibilité de rendre leur signature publique, en dépit de leur accord avec ce texte. Nous les assurons de notre solidarité.*

## A] Energie et pouvoir d'achat

Les ménages les plus modestes consacrent à présent 15% de leur revenu aux dépenses énergétiques contre seulement 6% pour les plus riches. La part des dépenses énergétiques dans le revenu des ménages les plus modestes est passée de 10% à 15 % entre 2001 et 2006, celle des plus riches, elle par contre, a diminué. En 2006, en France, la part des dépenses énergétiques des 20% des ménages les plus modestes est ainsi 2,5 fois plus élevée que celle des 20% des ménages les plus riches. C'est du constat brut de cette réalité que partent les socialistes aujourd'hui. C'est le résultat clair des politiques libérales menées depuis plusieurs années. Après avoir été un vecteur de correction des inégalités sociales et territoriales (péréquation tarifaire, accessibilité de l'énergie pour tous...), le secteur de l'énergie contribue aujourd'hui au creusement des inégalités, ce en quoi il participe au mouvement que l'on observe au niveau global. Plus que jamais, la question énergétique est essentielle. Les dérèglements actuels, - énorme augmentation des prix, volatilité extrême -, produits directs des politiques de libéralisation qui ont été mises en œuvre ces dernières années et qui ont conduit à des résultats diamétralement opposés à ceux qu'elles prétendaient poursuivre, obligent à remettre l'énergie au centre du discours politique. Celle-ci est un facteur essentiel de la qualité de vie. Elle conditionne souvent la possibilité de son existence même. C'est avec l'eau, la première priorité des hommes. Comme l'eau, l'énergie peut être considérée comme un bien de première nécessité. De plus, les biens énergétiques publics produits par les grands réseaux d'infrastructures deviennent des éléments constitutifs de l'espace public, si bien que tout manquement à les fournir de façon équitable, efficace et, dans la plupart des cas, de manière apparemment si simple qu'elle en devient presque invisible, a des effets majeurs sur la perception qu'ont les citoyens de leur qualité de vie et du type de société dans laquelle ils évoluent.

## B] L'énergie : un secteur industriel particulier, un bien essentiel

Le secteur énergétique a des caractéristiques particulières, qu'il ne faut pas faire mine d'oublier pour mieux les occulter. Elles sont connues depuis longtemps et aucune rupture technologique majeure - comme ont pu l'être en leur temps le nucléaire ou la liquéfaction du gaz naturel - n'est venue changer fondamentalement les conditions de production du secteur. Il n'est pas inutile de rappeler ces spécificités, car elles constituent le socle matériel incontournable de toute décision politique et rappellent plus ou moins violemment à la réalité, à un terme plus ou moins rapproché, lorsqu'elles sont négligées, par intérêt ou par ignorance. L'énergie est avant tout une activité à **très fort contenu technique**. Cela emporte plusieurs conséquences : importance de la recherche et développement nécessaire au progrès, caractère fondamental de la qualification des hommes et de la qualité des organisations de production, **volume énorme du capital** lié à la mise en œuvre des machines et constructions nécessaires à la production et à la transformation des matières premières énergétiques en biens utiles, **sécurité** indispensable de ces installations lourdes pour les hommes qui y travaillent et pour l'environnement humain et naturel où elles sont implantées. Cet ensemble se constitue en un système complexe, dont la structure et le fonctionnement doivent être optimisés. Et plus on s'éloigne du modèle concurrentiel et plus on gagne en efficacité économique et sociale.

L'échec historique du monde de la finance et du marché, à assurer un développement harmonieux et un fonctionnement satisfaisant de cette industrie depuis son éclosion au 19<sup>ème</sup> siècle, en est une conséquence. Attirés en permanence par l'énormité des capitaux et la récurrence des revenus, puisés dans les poches des usagers de l'électricité et du gaz, les acteurs financiers se sont toujours montrés incapables d'assurer les investissements nécessaires au bon moment et au bon endroit, de promouvoir les progrès techniques possibles, et ont, au contraire, conduit les systèmes énergétiques vers des crises régulières et la spéculation. Tous les pays, ont été amenés dans l'entre deux guerres ou après la deuxième guerre mondiale, dans le respect de leurs histoires et dans le cadre de leurs fonctionnements démocratiques propres, à tenter d'isoler leurs systèmes énergétiques de l'influence de ces forces néfastes ou de les en protéger. Ainsi, Roosevelt, en 1932, a fait adopter la loi PUHCA, interdisant toute relation entre les holdings financières et les *utilities* (beau nom donné aux compagnies d'électricité et de gaz dans les états) ou la France a nationalisé en 1946 les entreprises du secteur qui avaient failli à leur mission (notamment, le secteur électrique de la Lyonnaise des eaux et de l'éclairage).

EDF-GDF est une unité de deux entreprises, sans équivalent en France. Ses activités dans le gaz naturel liquéfié ou le domaine nucléaire où elle doit raisonner en dizaines, voire en centaines d'années, la distinguent des autres entreprises, et expliquent justement le choix de la doter d'une structure différente. Ses actifs de production, très lourds en valeur absolue comme en quote-part du bilan, génèrent une part importante des charges. La traduction comptable de ses obligations de long terme est délicate, du fait de son cycle de production très long et très capitalistique et des incertitudes existant sur tous les paramètres d'appréciation de la dépense future : durée, technologie, prix, taux, etc. Pendant plus de cinquante ans, ce mode d'organisation a donné pleine satisfaction aux Français, qui s'en sont toujours félicités. Il a

permis, sans risques, d'obtenir des réussites techniques et industrielles remarquables, qui ont fait l'admiration du monde. Ainsi, du développement du gaz naturel liquéfié et du déploiement du gaz sur le territoire national, ainsi, de l'introduction de l'énergie nucléaire dans notre pays. Il a amené à l'économie nationale, à son industrie, à ses entreprises, dans les foyers, sans charges insupportables et sans danger, l'énergie nécessaire aux coûts les plus bas. Sans ponction excessive sur le pouvoir d'achat, il a assuré les conditions élémentaires d'un confort possible.

### **C] Le monde change... (!?). Transformation ou chaos ? Etat des lieux**

Les Français ne parviennent pas à comprendre ce qui est arrivé à leur système énergétique ces dernières années. Ils reçoivent aujourd'hui deux factures le même jour et d'un même expéditeur, sous deux logos différents, l'une d'EDF (avec un petit e.), l'autre de Gaz de France, longue formulation adoptée pour tenter de faire oublier le simple GDF d'EDF-GDF, qui résonne toujours dans leurs têtes et qu'ils ne parviennent pas à rayer de leur mémoire, comme le confirment régulièrement les enquêtes menées pour guetter le signe d'un détachement des Français à l'égard d'établissements publics jumeaux, que l'on écartèle par différentes mesures coûteuses. Ils constatent l'augmentation des prix qui leur est imposée, au nom de la construction d'un marché illusoire et d'une concurrence, censée faire baisser les prix. Ils sont effrayés par les accidents provoqués par le gaz naturel et les nombreux morts provoqués à Mulhouse, à Dijon, par le non remplacement de canalisations, qui étaient connues pour être dangereuses. Ils s'étonnent des retards de construction du terminal méthanier Fos Cavaou et de ceux de la construction de la centrale nucléaire, confiée par la Finlande à la France en raison de ses acquis dans ce métier. Ils observent le maelström législatif européen et français : directives après directives, transposition après transpositions, paquets de directives, désormais, après paquets, mesures correctives et soins palliatifs pour remédier aux précédentes décisions, jugements de justice, perquisitions. Le sentiment général est celui d'un gigantesque chaos et d'une fragilisation angoissante, lourde de menaces.

### **D] Par quel processus politique irrésistible a-t-on pu en arriver là ? quel a été le moteur de cette évolution ?**

De mensonges en mensonges, de ruses en évitements, de lois en directives, de campagnes de publicité/propagande en faux débats, les Français ont été amenés à assister, impuissants, à la déconstruction de leur système énergétique. La démocratie en ce domaine public essentiel s'en est singulièrement trouvée restreinte et emportée dans un torrent de communication et de marketing. Les propos tenus par Nicolas Sarkozy, le 5 avril 2004, à Chinon, alors qu'il était Ministre des Finances et assurait la promotion de sa loi, portant transformation du statut des établissements publics EDF-GDF en entreprises normales, illustre particulièrement et donne la mesure du fonctionnement démocratique et du mépris des usagers et des salariés, qui ont présidé à cette démolition.

*"Il n'y aura pas de privatisation d'EDF et de Gaz de France. C'est clair, c'est simple et c'est net." (répété deux fois).*

*"Je veux décliner ces deux valeurs que sont la confiance dans la parole donnée et le respect; (...)J(e) (n')s(i)c'ai pas envie de mentir aux Français, je pense que cela fait trop longtemps que le débat politique souffre d'un manque d'authenticité, d'honnêteté".*

Lorsque l'occasion leur en a été (rarement) donnée, les Français, les salariés ont toujours réaffirmé leur opposition à ces évolutions, incompréhensibles pour eux. Ainsi, lors de l'ouverture du marché aux particuliers en 2007, ils sont restés fidèles massivement à EDF-GDF. De même, le rejet par référendum du traité constitutionnel en 2005 n'est certainement pas étranger à leur opposition à la création d'un marché énergétique chimérique qui figurait dans ses articles et dont ils mesuraient déjà les premiers effets destructeurs. Ainsi encore, lorsque la totalité des syndicats, après deux ans et demi de batailles contre la privatisation de Gaz de France et sa dissolution dans Suez, se prononcent toujours le 24 mai 2008 en comité central d'entreprise contre cette perspective catastrophique. EDF et GDF, entreprises publiques, dont la solide gestion reposait sur le respect et l'accord des différentes composantes politiques et syndicales françaises, rassemblées autour d'une mission au service des Français, ont été placées sous l'autorité de personnalités politiques, qui ont orienté les établissements sur l'objectif unique de la privatisation et détourné leurs ressources pour tenter de créer un marché de l'électricité et du gaz. Ils ont, dans cet esprit, souvent devancé la loi, les transpositions de directives, raidi les modes de commandements, privilégié tout ce qui allait dans le sens de cet objectif, au détriment des missions fondamentales de ces entreprises. Ils ont suscité l'incompréhension, n'ont plus recherché l'adhésion des esprits, ont miné l'engagement, ont porté atteinte à l'attachement total et traditionnel des personnels à leurs entreprises, entreprises de tous les Français. Dans des établissements attachés à leur transparence, condition du soutien des Français à leurs programmes et à leurs choix, ils ont suscité l'opacité, caché les faits, sous couvert d'un secret commercial devenu, paraît-il, nécessaire mais surtout bien pratique pour dissimuler les transformations en cours. Comment ne pas regretter la fragilisation du système énergétique français qui en résulte avec des faiblesses qui apparaissent clairement aujourd'hui et qui se révéleront, dans la crise, au moindre incident de parcours, technique ou économique?

Alors, on s'interroge sur cet acharnement à détruire. On cherche la source et la vraie raison d'avancer dans ce processus, jusqu'à la privatisation de ces entreprises. L'explication, un peu courte, répétée sans cesse, qui consiste à y voir une adaptation nécessaire à un monde qui change, ne peut évidemment pas suffire pour comprendre. La volonté de la sphère financière internationale de voir réintégrer en son sein les flux financiers stables et récurrents qui avaient échappé à son contrôle en 1946 était par contre plus de nature à éveiller des vocations et à motiver cette ténacité. Retrouver l'électricité et le gaz, aux côtés de l'eau dans ces espaces financiers, était un objectif simple et alléchant. Il a aujourd'hui été pratiquement atteint. Revanche de 1946, il constitue avant tout, un formidable bond en arrière, frauduleusement déguisé en symbole irrésistible de la modernité. C'est malheureusement aussi, pour cette raison, une lourde menace pour l'avenir énergétique de notre pays et pour l'Europe, dont elle a fait disparaître un pilier de stabilité technique et économique.

## E] La financiarisation du secteur de l'énergie

### Spéculation sur les matières premières énergétiques et sur les actifs de production

Ce retour du secteur énergétique vers une gestion financière, du type de celle incarnée pour les Français par la Lyonnaise des Eaux, s'inscrit comme un des derniers avatars d'un mouvement global de financiarisation, dont ce secteur avait pu être tenu à l'écart jusque là grâce aux résistances des usagers, des salariés et de quelques personnalités raisonnables et libres qui s'y opposaient. Cette intégration au système financier intervient alors même que le monde traverse une crise économique et financière de grande ampleur, et que les prix de l'énergie explosent. Alors que le *cash* accumulé par les firmes de *private equity*, les investisseurs institutionnels et les *hedge funds* ne trouve plus à s'employer dans des rachats d'entreprises, brusquement suspendus du fait de la crise du crédit, la spéculation redouble sur les matières premières et autres "commodités". Force est de le constater : l'activité de *trading* sur les contrats futurs de pétrole est actuellement supérieure de 350% sur le New York Mercantile Exchange – le plus important au monde – à ce qu'elle était en 2002. La croissance de cette activité de *trading* coïncide avec une montée des prix du pétrole, passés de 26 dollars en 2002 à presque 140\$ le baril en mai 2008. Cette coïncidence n'est évidemment pas fortuite. Depuis que la crise du crédit a fait sa première apparition l'été 2007, l'énergie et les autres commodités, ont elles aussi été emportées dans le tourbillon de l'économie globalisée. De plus en plus, les fonds de pension et autres investisseurs institutionnels qui n'ont aucun besoin physique de la commodité, mais qui négocient des produits financiers qui en sont dérivés (des engagements d'acheter ou de vendre dans le futur cette commodité, dont ils n'ont évidemment que faire dans le cadre de leur activité rentière), avec " *comme but unique de réaliser des profits grâce à une anticipation réussie de leurs mouvements de prix*", voient les commodités et le pétrole en particulier comme une nouvelle classe d'actifs où investir leurs fonds surabondants. La situation présente des marchés du crédit illustre les dangers qui se matérialisent lorsque le *trading* sur un marché perd sa liquidité. L'incertitude et la peur prennent alors le dessus, ce qui exacerbe la panique du marché. La raison majeure de l'envolée des derniers mois ne se trouve ni à la pompe, ni dans les puits, mais sur les marchés financiers. Les restrictions de crédit affectent le logement, les fonds spéculatifs et les banques, pas les spéculateurs spécialisés en matières premières. Ils semblent avoir échappé à la crise et les investisseurs se ruent sur un des rares marchés où on peut encore gagner beaucoup d'argent. Et les banques centrales et les politiques se sont contentés de manifester leur désapprobation. La crise du crédit a montré la rapidité et la soudaineté avec lesquels les excès financiers sont sanctionnés. Plus le prix du baril de pétrole grimpe au-delà des 50 dollars qui représente le niveau permettant de financer l'augmentation des capacités de production, plus une baisse brutale devient probable. La financiarisation, par le biais des privatisations, concerne aussi maintenant les divers actifs : centrales de production d'électricité, terminaux méthaniens, qui sont échangés, passent aux mains des banques, ...le personnel d'exploitation devient un jouet de ces agissements (travailleurs d'*Ineos*, et externalisation des utilités dans les raffineries, chez *Veolia*,...). GDF et Suez, pour créer des irréversibilités supplémentaires et pour un montant tenu secret, ont racheté la centrale électrique à cycle combiné de *Teesside*, sur le grand site industriel de *Wilton*, actuellement la plus puissante d'Europe. Vieille de quinze ans et construite par *Enron*, au temps de sa splendeur et à une époque où il s'agissait de commencer à étendre son modèle industriel au monde à la faveur des libéralisations-privatisations, cette centrale était passée aux mains du banquier Goldman Sachs et de Cargill, la multinationale américaine de l'agroalimentaire, mais surtout du *commodity trading*! La spéculation et la frilosité inéluctable et intrinsèque du monde de la finance devant l'investissement conduisent au sous-investissement et à des choix énergétiques en faveur du gaz brûlé dans des turbines à combustion et des cycles combinés, c'est-à-dire au gaspillage de la moitié de la matière première (pour une simple raison thermodynamique : une directive européenne, abrogée opportunément en 1992, et dont nous sommes les seuls à rappeler l'existence, n'interdisait-elle pas alors, depuis le premier choc pétrolier, l'usage du gaz naturel pour produire de l'électricité au nom justement de ce gaspillage ?) et à l'augmentation provoquée de son prix, immédiatement répercutée à l'utilisateur. L'investissement dans ce type de centrales est effectivement plus faible, le temps de construction plus réduit, tandis que le prix du combustible est très élevé comparativement à celui du nucléaire. L'obligation vitale de s'opposer à cette tendance et la nécessité absolue de recréer aujourd'hui les conditions de développement de la production d'électricité d'origine nucléaire s'imposent de ce fait, et cela d'autant plus, qu'elle n'émet pas de gaz à effet de serre et épargne la ressource naturelle en hydrocarbures, permettant ainsi de la réserver à d'autres usages mieux justifiés physiquement.

## F] Le marché, le capitalisme et l'énergie : un marché de l'énergie est-il possible ?

### L'illusion est-elle fondée de voir la régulation compenser ses insuffisances patentées ?

Le mouvement de dérèglementation s'est amorcé aux Etats-Unis, puis a été relayé par l'Angleterre de Margareth Thatcher, qui, riche des hydrocarbures qui venaient d'être découverts en Mer du Nord, utilisa le gaz de ses champs pour substituer des centrales au gaz naturel aux centrales au charbon et nucléaires, privatiser ses compagnies d'électricité et gazières et liquider la corporation des mineurs. Devenue, sous son influence, politique officielle de l'union européenne, l'application de cette orientation, sans discernement aux pays européens, toujours plus nombreux et différents, a conduit au chaos actuel, et notamment à la situation en France : ouverture du capital, privatisation, augmentation des prix. En 2000, la Californie sombrait dans le noir pendant que les prix de l'électricité s'envolaient.. En décembre 2001, *ENRON*, symbole de cette nouvelle économie énergétique se déclarait en faillite, suivi par de nombreuses autres entreprises alignées sur ce même modèle. Si les Etats-Unis ont gelé dans de nombreux états, les restructurations entreprises, l'Europe a poursuivi à marche forcée dans cette direction, dans l'application de ce modèle. La France, depuis 2002, a adopté une rafale de lois énergétiques sur ce même axe qui ont abouti au démantèlement d'EDF-GDF et à la privatisation totale de Gaz de France. Le marché de l'énergie demeure une fiction, certains aujourd'hui en appellent à des tarifs réglementés, à une régulation pour panser les plaies et corriger les échecs constatés, pour éviter l'écroulement irrémédiable du nouvel ensemble ainsi bricolé. Mais, la fuite en avant se poursuit, poussée par la financiarisation du secteur et la construction d'un oligopole européen, de taille disproportionnée, des entreprises de l'énergie. Dans ces conditions, alors que ce

sont les marchés financiers qui poussent à ces évolutions, il est légitime de se poser la question de savoir si une politique énergétique européenne, assise sur de tels fondements et répondant à ces seuls intérêts, a un sens. N'est-il pas absurde de vouloir affirmer une identité théorique européenne à tout prix sur des questions énergétiques, alors qu'en *Lituanie* par exemple la question du moment consiste à geler une centrale de type *Tchernobyl* ? L'idée d'un "marché unique" de l'énergie en Europe n'est-elle pas alors a fortiori encore plus dénuée de sens ? Eluder ces disparités est une manière de les occulter au profit de la poursuite d'objectifs peu transparents. Elle ne contribue pas à la grandeur de l'idée européenne et en sape les fondements. Peut-on également aborder les enjeux du développement durable sans les dénaturer, en les ramenant à la construction de marchés virtuels, même européens, de crédits carbone, de certificats verts ou blancs, tables de jeux supplémentaires pour la finance mondialisée et sources automatiques d'augmentation des prix pour l'utilisateur ? Peut-on le faire aussi en laissant accroire que les énergies renouvelables sont susceptibles de répondre aux besoins en électricité, alors qu'elles ne se développent aujourd'hui que dans une optique rentière de profit garanti et d'accaparement privé de subventions croisées, prélevées sur les tarifs réglementés ? Ce sont ces questions que les socialistes doivent poser, entre autres, face à la gravité d'une situation qui frappe et inquiète profondément les Français.

## G] Le Parti et l'énergie

Après de tels bouleversements, sur un sujet aussi essentiel pour la vie et le bien-être des Français, militants socialistes dans notre travail, dans nos engagements syndicaux au sein des entreprises ou des associations, nous nous devons d'avoir une politique et un discours énergétiques clairs et sans ambiguïtés, tournés vers les préoccupations actuelles de nos électeurs, de nos collègues, des sympathisants qui nous entourent sur nos lieux de travail ou de vie, dans nos communes et nos villes. Nous ne pouvons que nous adresser à eux. Le silence ou l'unanimité de façade derrière des notions vagues, ou fourre-tout, ne conviennent pas à ceux qui nous entourent et nous accompagnent depuis longtemps. L'attitude vis-à-vis de ces questions a été, par le passé, une composante essentielle de l'identité de notre parti et de la gauche, un élément au cœur de son projet, un facteur de cohésion et de rassemblement de notre camp autour d'une question primordiale dans la vie quotidienne de notre électorat et au delà, une raison de voter pour notre parti et de le soutenir. Durablement écartés du pouvoir par les dernières élections présidentielles, pour des raisons auxquelles vraisemblablement le sort réservé aux questions du service public de l'énergie n'est pas complètement étranger, nous ne pouvons pas contribuer à nourrir l'illusion que le consensus politique patiemment construit qui existait depuis la fin de la guerre, autour des entreprises publiques et leurs remarquables réalisations pendant une cinquantaine d'années, perdure et a toujours cours aujourd'hui. Les socialistes, à l'Assemblée Nationale comme au Sénat, se sont opposés fermement par leurs votes aux mutations déraisonnables, qu'une rafale de lois successives introduites par la majorité depuis 2002, ont cherché à provoquer. Les résultats déplorables de ce changement commencent déjà malheureusement à se faire sentir. Et ce ne sont pas des palliatifs, des tarifs sociaux, des bricolages de régulations supplémentaires au fil de la découverte des conséquences néfastes des mesures adoptées quelques mois plus tôt, qui suffiront à résoudre le problème de base créé par l'orientation financière poursuivie par la droite. Cela, l'histoire de l'énergie nous l'a enseigné depuis un siècle et les événements récents de la Californie, de la faillite d'*Enron* et consorts l'ont rappelé sans ménagement à ceux qui avaient pris le parti de l'ignorer. La prudence américaine depuis sur la question devrait bien nous inspirer. En ces circonstances, il faut s'efforcer de contribuer à éviter d'autres désastres supplémentaires et tenter de limiter les dégâts. Les difficultés lors de notre retour au pouvoir en seront moins grandes. Mais notre responsabilité dans la préparation de l'avenir demeure grande, face à une coalition d'intérêts très avide des gains qu'elle cherche à engranger le plus rapidement possible, en multipliant de plus les mesures les plus susceptibles de créer les irréversibilités qui seront garantes de la pérennité des rentes. Il nous appartient d'observer avec précision les conséquences de cette situation nouvelle, de les critiquer, d'en faire l'analyse avec clarté et rigueur devant les Français et aux côtés des salariés du secteur de l'énergie. Il nous revient d'exiger les diagnostics précis et honnêtes sur la réalité de la situation, de demander les commissions d'enquête nécessaires. Il nous appartient aussi de militer pour la formation et l'existence d'une capacité d'expertise indépendante financièrement des lobbies, des entreprises de l'oligopole électro-gazier et des multinationales des hydrocarbures, des cabinets de consultants anglo-saxons, et de toutes les forces qui ont un intérêt particulier et privé à la mise en œuvre de la libéralisation actuelle. C'est tout simplement une question de démocratie. La politique universitaire et de recherche du gouvernement, qui tend à faire dépendre les possibilités et les conditions de travail des chercheurs et des experts uniquement du financement privé apporté par des contrats avec des entreprises, constitue, de ce point de vue, un biais, dont on perçoit dès aujourd'hui les effets sur l'objectivité et l'orientation de ces travaux mis au service d'intérêts particuliers. De la même façon, la médiatisation exacerbée de certains rapports ou certains résultats par une presse économique normalisée, l'enflure anormale des services de relations publiques des entreprises de l'oligopole et l'omniprésence des agences de communication qu'elles commanditent à outrance, sont autant d'obstacles à la libre discussion et au bon déroulement d'un débat démocratique équitable sur les questions qu'ils nous faut critiquer, dénoncer et dégonfler autant que faire se peut. Il est de la responsabilité des militants socialistes qui travaillent et militent dans le secteur de se mettre au service du Parti, à l'écoute et en débat avec leurs camarades des sections et fédérations, d'apporter leur expérience dans l'exercice de leurs professions et leur vécu quotidien de cette crise énergétique sans précédent dans notre pays. C'est ainsi que nous préparerons notre retour au pouvoir et serons porteurs des solutions de restauration d'un système énergétique au service du bien-être et de la sécurité des Français, comme il n'aurait jamais dû cesser de l'être. Mais, cela passe, avant tout, par la restauration des conditions de la démocratie effective dans la discussion des choix énergétiques et de la prise de décisions. Dans notre parti, en particulier et d'abord, cela doit se traduire par la réinstallation d'un secteur énergie, qui lui permette de traiter correctement ces questions difficiles en toute transparence. Dans cette situation et pour l'ensemble de ces raisons, **le Groupe Socialiste d'Entreprise National EDF - GDF considère que le retour au secteur public du système énergétique constituera la seule issue possible, pour éviter un désastre inéluctable et autoriser une politique énergétique au service des Français.**

Le, 4 juin 2008